

DÉBATS vendredi 31 octobre 2014

# Iniquité fiscale

► Marie-Hélène Miauton



## La chronique

L'initiative «Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires» sera soumise aux Suisses le 30 novembre. Le Conseil des Etats s'est prononcé contre ce texte à une large majorité ainsi que le Conseil national (au départ, 84% des élus jugeaient cette initiative erronée et 78% au vote final). Cela n'a pas empêché Christian Levrat, président du PS, d'affirmer: «Cette situation n'est pas satisfaisante. Elle ne répond pas aux exigences d'équité face à l'impôt sur lesquelles repose notre système fiscal.» C'est vrai, il a raison!

Mais l'équité dépend du point de vue selon lequel on se place. Ainsi, pour les 10% de contribuables qui, souvent, travaillent dur, prennent des risques et supportent de grandes responsabilités, dont les préoccupations professionnelles ne s'arrêtent ni le soir à 18 heures ni le week-end, est-ce vraiment équitable de supporter à eux seuls 80% de la charge fiscale? Non, évidemment! Et tous ceux qui triment sans grand plaisir, chaque jour que Dieu fait, pour gagner leur pain et nourrir leurs enfants, sans bénéficier d'aides sociales ni de subventions, leur situation est-elle équitable face aux 40% de contribuables vaudois qui ne paient pas d'impôts du tout, et aux 33% de Genevois dans le même cas? Et pour des entreprises qui se battent sans cesse contre la concurrence internationale, sans délocaliser et sans baisser les bras, est-ce équitable de voir de nouvelles venues obtenir des conditions plus favorables au titre de la promotion économique? Et quand l'Etat de Vaud impose les successions alors que l'argent patiemment amassé a déjà été fiscalisé, n'est-ce pas une double imposition inique?

Les exemples abondent où les exigences d'équité face à l'impôt que revendiquent le PS ne sont pas remplies, loin s'en faut. Mais, dans tous ces cas, les «lésés» jouent le jeu pour préserver une forme d'intérêt supérieur qui permet de faire tourner le pays: soutenir les plus pauvres, même si certains auraient tout pour s'en sortir... Attirer des entreprises, même si certaines en profitent... Seul le PS ne veut pas admettre que les riches étrangers imposés sur la dépense apportent une manne qui permet de limiter les taux appliqués à tous les autres contribuables suisses. Cet entêtement idéologique s'oppose à un pragmatisme qui ne fait de tort à personne.

En effet, les forfaits fiscaux permettent d'encaisser de l'argent net car ceux qui en bénéficient ne coûtent rien à l'Etat: ils n'ont plus d'enfants scolarisés, ils ne

touchent pas d'aides sociales ni n'iront dans des EMS subventionnés, ils investissent plus que tous les autres et font ainsi tourner l'économie locale. Que leur reproche-t-on sinon d'être «nantis»? Les initiants ont beau jeu de prétendre que ces gens ne quitteront pas le pays, alors même que leur statut vient d'être fortement revu à la hausse. Ils oublient que la Belgique, le Portugal, la Grande-Bretagne leur tendent les bras avec des offres encore plus alléchantes que les nôtres. En acceptant ce texte, la Suisse se tirerait une nouvelle balle dans le pied et, sous prétexte de grands sentiments, ferait l'affaire de ses concurrents internationaux.

mh.miauton@bluewin.ch